



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
5 avril 2012  
Français  
Original : anglais

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Session annuelle de 2012**

5-8 juin 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Projet de descriptif de programme de pays\*\*

#### Sri Lanka

##### *Résumé*

Le projet de descriptif de programme de pays relatif à Sri Lanka est présenté au Conseil d'administration pour examen et observations. Le Conseil d'administration est invité à approuver le budget indicatif global pour la période 2013-2017, qui prévoit des dépenses de 3,75 millions de dollars à imputer sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et des dépenses de 56,25 millions de dollars à imputer sur les autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

\* E/ICEF/2012/9.

\*\* Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Internet de l'UNICEF, avec la matrice des résultats, au plus tard six semaines après son examen à la session annuelle de 2012 du Conseil d'administration. Le descriptif de programme de pays révisé sera ensuite soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2012.



## Données de base<sup>†</sup>

(2010, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants de moins de 18 ans (en millions) . . . . .	6,2
TMM5 (pour 1 000 naissances vivantes) . . . . .	17
Insuffisance pondérale (% , modérée ou grave, 2006-2007) . . . . .	21 <sup>a</sup>
(urbaine/rurale, parmi les plus pauvres/les plus riches) . . . . .	..../.., 29/11
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (2008) . . . . .	39 <sup>b</sup>
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (garçons/filles) (2009) . . . . .	95/96
Pourcentage d'élèves qui terminent l'enseignement primaire (garçons/filles) (2008) . . . . .	93
Utilisation de sources d'eau potable de meilleure qualité (%) . . . . .	91
Utilisation d'installations d'assainissement convenables ( %) . . . . .	92
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (%) (15-49 ans, homme/femmes) (2009) . . . . .	<0,1
Pourcentage d'enfants âgés de 5 à 14 ans qui travaillent (filles/garçons) . . . . .	..
Pourcentage de naissances enregistrées avant l'âge de 5 ans (2006-2007) . . . . .	97
(garçons/filles, population urbaine/rurale, parmi les plus pauvres/les plus riches) . . . . .	97/97, 97/98, 97/98
RNB par habitant (dollars des États-Unis) . . . . .	2 290
Enfants de 1 an ayant reçu les trois doses de vaccin combiné diphtérie/coqueluche/tétanos (DPT3) (%) . . . . .	99
Enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (%) . . . . .	99

<sup>†</sup> On trouvera des données plus complètes par pays sur les enfants et les femmes sur le site [www.childinfo.org/](http://www.childinfo.org/).

<sup>a</sup> Les estimations d'insuffisance pondérale sont basées sur les normes OMS de croissance de l'enfant, adoptées en 2006.

<sup>b</sup> L'estimation rapportée est de 39 décès pour 100 000 naissances vivantes (2006) selon le rapport annuel du Bureau pour la santé familiale du Ministère de la santé de 2006-2007. Le Groupe interorganisations pour la mortalité maternelle (OMS, UNICEF, FNUAP et Banque mondiale, en collaboration avec des experts techniques indépendants) a obtenu la même estimation en 2006, ajustée pour tenir compte des décès maternels non signalés ou imputés par erreur à d'autres causes de mortalité. Pour de plus amples informations, voir [www.childinfo.org/maternal\\_mortality.html](http://www.childinfo.org/maternal_mortality.html).

## Résumé de la situation des enfants et des femmes

1. La population de Sri Lanka est diversifiée du point de vue ethnique et religieux et compte près de 21 millions d'habitants. Le pays se classe au 97<sup>e</sup> rang sur 183 pays selon l'Indicateur du développement humain (2011), un résultat largement dû à l'instauration en 1948 de l'éducation universelle gratuite et obligatoire jusqu'à 14 ans, des soins de santé gratuits et à plusieurs programmes de lutte contre la pauvreté.

2. Depuis la fin, en mai 2009, du conflit de près de trois décennies et le relèvement mené suite à la dévastation causée par le tsunami en 2004, le pays est prêt à tirer parti des nouvelles possibilités pour une paix durable et une croissance soutenue et équitable. Le pays investit de plus en plus dans les régions qui accusent un retard économique afin de réduire les disparités régionales. Il encourage un développement plus équitable pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement grâce au plan national intitulé « A Ten-Year Horizon Development Framework: Mahinda Chinthanaya: Towards a New Sri Lanka, 2006-2016 » (ci-après dénommé « Plan décennal de développement 2006-2016 »). La paix actuelle contribue à la libre circulation à l'intérieur du pays et facilite l'intégration économique et sociale.

3. Sri Lanka est depuis 2009 dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) avec un PIB de 2 400 dollars par habitant et a enregistré une croissance économique de 8 % en 2011<sup>1</sup>. Concernant l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, le taux de pauvreté est passé de près de 23 % en 2002 à 8,9 % en 2009/2010, à l'exception de trois districts dans le nord où l'enquête n'a pu être terminée, en raison du manque d'informations requises du fait d'importants mouvements de population immédiatement après la fin du conflit. L'incidence de la pauvreté varie de 3,6 % dans le district de Colombo dans la province de l'Ouest à 20,3 % dans le district de Batticaloa dans la province de l'Est. Le coefficient de Gini pour le revenu des ménages est passé de 0,47 en 2006/2007 à 0,49 en 2009/2010, démontrant une répartition inéquitable des revenus<sup>2</sup>.

4. Sri Lanka est en bonne voie pour réaliser les objectifs 2 (Assurer l'éducation primaire pour tous) et 3 (Promouvoir l'égalité des sexes) du Millénaire pour le développement. Le taux total d'alphabétisation des adultes est de 91 %. Le pays a atteint un taux de scolarisation quasi universel dans le primaire (99 %), qui varie peu entre les provinces ou les sexes. De plus, 98 % des enfants terminent le primaire et les taux bruts d'inscription dans l'enseignement secondaire sont de 86 % pour les garçons et 88 % pour les filles. Toutefois, la qualité de l'enseignement demande l'attention, étant donné que le taux de réussite pour les examens de cinquième année avoisine tout juste les 57 %<sup>3</sup>.

5. Le taux de chômage est actuellement inférieur à 5 % (2,9 % pour les hommes, 7,1 % pour les femmes)<sup>4</sup>. Le gouvernement a créé des infrastructures de formation professionnelle et technique pour aider les jeunes à acquérir des compétences utiles sur le marché du travail. Cependant, une proportion considérable de jeunes ont des possibilités limitées de développer leurs compétences.

6. Sri Lanka est aussi susceptible d'atteindre les objectifs 4, 5 et 6 du Millénaire pour le développement, à savoir respectivement Réduire la mortalité infantile, Améliorer la santé maternelle et Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 15 décès pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité infantile de 13 décès pour 1 000 naissances vivantes (2009). Presque tous les accouchements (98 %) sont assurés par du personnel qualifié, et le taux de mortalité maternelle est de 33,4 décès pour

<sup>1</sup> Rapport annuel de la Banque Centrale, 2010.

<sup>2</sup> Enquête sur les revenus des ménages, Département du recensement et des statistiques, 2009/10.

<sup>3</sup> Résumés annuels de statistiques, 2011, Département du recensement et des statistiques.

<sup>4</sup> Rapport annuel de la Banque Centrale, 2010.

100 000 naissances vivantes (2008)<sup>5</sup>. Les disparités régionales restent un problème en ce qui concerne ce dernier indicateur : le meilleur résultat est de 14,4 décès pour 100 000 naissances vivantes dans le district de Polonnaruwa (province du Centre-Nord) alors que le plus mauvais est de 66,9 décès pour 100 000 naissances vivantes dans le district de Mannar (province du Nord). Le succès enregistré dans la réduction de la mortalité infantile va de pair avec une couverture vaccinale quasi-totale. Le taux estimatif de prévalence du VIH dans la tranche d'âge de 15-49 ans est faible : il est inférieur à 0,1.

7. Dans le domaine de la nutrition des enfants, la cible de l'objectif du Millénaire pour le développement ne sera vraisemblablement pas atteinte en 2015. Au total, 17 % des enfants présentent un faible poids à la naissance, et un sixième des femmes ont un faible indice de masse corporelle. Le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale a diminué sur l'ensemble du pays, passant de 34 % en 1987 à 21 % en 2006/07. Cependant, le pourcentage varie selon les districts, depuis 12 % à Gampaha (province de l'Ouest) à 33 % à Badulla (province d'Uva). En ce qui concerne d'autres indicateurs de nutrition, 19 % des enfants de moins de 5 ans accusent un retard de croissance, ce pourcentage allant de 8 % à Colombo à 41 % à Nuwara Eliya dans la région des plantations<sup>6</sup>.

8. Sri Lanka devrait atteindre l'objectif 7 du Millénaire pour le développement (Préserver l'environnement). Selon les estimations, l'approvisionnement en eau couvre 90 % du territoire et l'accès à des installations sanitaires, 91 %, mais ces chiffres élevés au niveau national cachent des disparités entre les régions<sup>7</sup>. La qualité de l'eau continue de poser problème, tout comme le maintien du niveau des nappes phréatiques et la réduction de la salinisation.

9. Le pays a fait beaucoup de progrès pour les enfants, même si la protection de leurs droits doit faire l'objet de plus d'attention. Une législation, des politiques et des normes pour la protection des enfants existent, mais elles doivent être pleinement appliquées conformément aux traités internationaux dont Sri Lanka est signataire. Les services psychologiques, de liberté surveillée, de garde d'enfants et d'aide sociale doivent être renforcés en termes de ressources humaines et financières. Une plus grande collaboration est nécessaire entre le Département des services sociaux et le Département des services de liberté surveillée et de protection de l'enfance, de manière à apporter des réponses multisectorielles au niveau local aux problèmes des enfants et de leurs familles.

10. Parmi les problèmes qui continuent de se poser dans le domaine de la protection des enfants, on peut notamment citer le nombre d'enfants placés en institutions, la violence et les abus à l'encontre des enfants, l'âge bas (8 ans) de la responsabilité pénale et le temps moyen très long nécessaire aux tribunaux pour traiter les cas d'abus. Le nombre d'enfants abandonnés par des parents qui se déplacent pour trouver un emploi reste préoccupant.

---

<sup>5</sup> Rapport annuel du Bureau pour la santé familiale, Ministère de la santé, 2008. Les données fournies par la base de données de l'UNICEF sont des moyennes sur une période donnée alors que les informations communiquées par le gouvernement concernent la seule année 2008.

<sup>6</sup> Enquête sur la démographie et la santé 2006/2007, Département du recensement et des statistiques.

<sup>7</sup> Enquête sur les revenus des ménages, Département du recensement et des statistiques, 2009/10.

11. Dans les anciennes zones de conflit, l'administration civile, le système judiciaire et la police doivent être renforcés. Les personnes et les collectivités sont, dans ces régions, toujours menacées par des mines antipersonnel et d'autres débris de guerre explosifs. Depuis 2009, des efforts de redressement et de remise en état après le conflit se concentrent sur les besoins essentiels des communautés déplacées. En partenariat avec les Nations Unies et d'autres parties prenantes, le gouvernement soutient les modes de subsistance et mène d'autres actions sociales en faveur des communautés de ces régions. Ce soutien comprend l'organisation des services d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau, d'assainissement, d'hébergement et de déminage, mais également le renforcement des réseaux de services administratifs et sociaux, le développement du réseau routier, la réadaptation et la réinsertion des ex-combattants et l'amélioration des moyens de subsistance.

12. Les populations des anciennes zones de conflit, des régions rurales reculées et du secteur des plantations de thé sont particulièrement vulnérables, d'où le besoin d'interventions ciblées efficaces grâce à une planification et une allocation décentralisées des ressources.

13. Sri Lanka est vulnérable face à la dégradation de l'environnement, aux risques naturels et au changement climatique. Vers la fin de l'année 2010, de fortes précipitations – les pires en 100 ans – ont provoqué des inondations et des glissements de terrain, qui ont affecté plus de 1,2 million de personnes, principalement dans les provinces de l'Est, du Centre, du Centre-Nord et du Nord. La gestion des risques environnementaux et l'atténuation de leurs effets doivent être améliorées aux niveaux central et local.

## **Principaux résultats et enseignements tirés de la coopération antérieure (2008-2012)**

### **Principaux résultats obtenus**

14. Le programme actuel a surtout visé à répondre aux besoins multiples des populations touchées par le tsunami et le conflit, mais également à fournir un appui politique aux partenaires ainsi que des services aux populations réinstallées et aux habitants d'autres régions à la traîne sur le plan économique.

15. L'approche des « écoles amies des enfants » destinée à améliorer l'accès à l'école et sa qualité a été institutionnalisée par le Ministère de l'éducation. Des unités rurales d'approvisionnement en eau ont été mises en place dans 17 districts sur 25 afin d'améliorer la gestion de l'eau. Des enfants ont retrouvé leurs familles grâce aux efforts de recherche et de réunification des familles, et à la mise en place de mécanismes de contrôle, comme le soutien social, des activités génératrices de revenus et des subventions en espèces, qui ont protégé des enfants courant un risque élevé d'être séparés de leurs familles, en empêchant cette séparation. L'application du décret intitulé « Fit Person Order », qui permet le placement d'enfants dans des familles d'accueil a contribué à sortir les enfants des institutions. Des centres d'aide sociale qui ont été créés offrent des services coordonnés et complets de protection infantile.

16. Pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition, l'UNICEF a appuyé l'élaboration et l'adoption, en 2010, d'une politique nationale de nutrition ainsi que

l'introduction d'un ensemble de mesures pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Une bonne campagne de sensibilisation a contribué à la mise en place, en janvier 2011, d'un Conseil national pour la nutrition, sous l'égide du président. Par ailleurs, l'UNICEF appuie un secrétariat de la nutrition rattaché à ce Conseil. Une approche multisectorielle modèle destinée aux ménages à risque sur le plan nutritionnel est actuellement utilisée dans deux provinces. Dans quatre districts, une analyse de budgétisation marginale des goulets d'étranglement a été menée à titre expérimental dans le secteur de la santé pour évaluer les priorités d'investissement.

17. Une politique d'éducation inclusive a été préconisée pour améliorer les taux de scolarisation et d'achèvement de la scolarité, de même qu'une politique pour la surveillance et l'analyse de la qualité de l'eau, et une politique en matière d'assainissement est en cours d'élaboration. Des contributions ont été apportées au premier projet de loi concernant la protection juridique des enfants (Children's Judicial Protection Act), aux directives nationales pour la gestion des cas, à une ordonnance type sur les orphelinats et à la réorientation des délits mineurs commis par des enfants, de la pénalisation vers la médiation.

18. Immédiatement après la fin du conflit, l'UNICEF a aidé les écoliers nouvellement déplacés, âgés entre 5 et 14 ans, à retourner à l'école dans un délai de six semaines suivant le déplacement. De l'eau et des services d'assainissement ont été fournis à quelque 280 000 personnes déplacées dans des centres de protection sociale et à des populations en cours de réinstallation. Les enfants gravement sous-alimentés parmi la population déplacée ont reçu une alimentation thérapeutique, ce qui a considérablement réduit la prévalence de malnutrition. Les enfants relâchés par les groupes armés ont reçu une aide à la réinsertion. Le Bureau du Commissaire général à la réadaptation (Office of the Commissioner General for Rehabilitation) a été aidé dans l'élaboration d'un nouveau règlement d'exception pour les enfants touchés par le conflit armé, de manière à fournir un cadre juridique pour protéger les enfants soldats qui se sont rendus contre toutes poursuites pénales et garantir la réadaptation et la réinsertion dans la société d'enfants autrefois associés aux forces armées et aux groupes armés.

19. Grâce au programme, les représentants du gouvernement aux niveaux central et provincial ont pu renforcer leurs compétences et leur capacité à planifier, surveiller et évaluer et améliorer la qualité et les délais de collecte des données de routine. Des mécanismes de planification et de suivi ont été appuyés à l'échelon local pour réduire les inégalités au niveau des divisions. Un soutien a également été apporté dans l'organisation du recensement de la population en 2012, le premier à couvrir la totalité du territoire depuis 1981.

### **Enseignements tirés**

20. Des examens ont révélé que les politiques sont souvent bien conçues mais appliquées et suivies de manière inadéquate. De plus, des capacités variables parmi les prestataires de services compromettent l'efficacité de la mise en œuvre, d'où l'importance de renforcer les capacités des autorités provinciales et les fonctions dévolues en matière d'éducation, de protection des enfants, de santé, de planification, de contrôle et de suivi budgétaire pour une prestation de services équitable.

21. Les enseignements tirés de l'expérience en matière de planification de la préparation aux situations d'urgence, des secours, du redressement et des premières

interventions de développement, mais aussi du tsunami et du conflit ont fait ressortir qu'il importe de trouver un équilibre entre les investissements dans les actifs et les infrastructures et le renforcement des capacités à plus long terme.

22. L'analyse des précédents conflits à Sri Lanka semble indiquer que les jeunes laissés-pour-compte et sans emploi ont souvent été des moteurs principaux des conflits. Pour contribuer à la réconciliation et à une paix durable, les partenariats avec le gouvernement et les partenaires au développement doivent être renforcés pour s'assurer que les enfants et les jeunes soient respectés et protégés et reçoivent une aide pour qu'ils soient en mesure d'exercer leurs droits et de réaliser leurs aspirations.

## Programme de pays pour la période 2013-2017

### Tableau budgétaire récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante du programme</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<b>Total</b>
Diminution des disparités et prestation de services sociaux équitables de bonne qualité	1 560	23 435	<b>24 995</b>
Protection, responsabilisation et participation des jeunes	935	14 060	<b>14 995</b>
Politiques et sensibilisation en faveur d'une société soucieuse du bien-être de chacun et d'un développement équitable	625	9 375	<b>10 000</b>
Éléments intersectoriels	630	9 380	<b>10 010</b>
<b>Total</b>	<b>3 750</b>	<b>56 250</b>	<b>60 000</b>

*Note* : Des fonds supplémentaires pour faire face à des situations d'urgence seront mobilisés si nécessaire.

### Élaboration du programme

23. L'élaboration de ce descriptif de programme de pays a beaucoup bénéficié du processus consultatif concernant l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui incluait une étude préliminaire des données secondaires et documents disponibles pertinents. Le descriptif de programme de pays ne repose pas sur une analyse exhaustive de la situation, mais sur plusieurs études, parmi lesquelles l'enquête menée en 2011 par le gouvernement sur les revenus et les dépenses des ménages, l'enquête sur l'alimentation et la nutrition menée conjointement par l'UNICEF et le Ministère de la santé en 2010 et l'étude sur le bien-être des enfants, actualisée par l'UNICEF en 2011.

24. De plus, l'UNICEF a organisé plusieurs séances de réflexion et d'échanges pour identifier ses avantages comparatifs, étant donné que l'Organisation repositionne ses activités d'un contexte d'urgence à celui du développement dans un pays à revenu intermédiaire. Les parties prenantes locales, notamment les hauts responsables gouvernementaux, les organisations de la société civile, les chercheurs et les représentants de la jeunesse, ont été consultés sur les difficultés rencontrées et

les options possibles pour les enfants et les jeunes de Sri Lanka dans le nouveau contexte du pays.

25. Ce descriptif de programme de pays s'est également basé sur le Plan décennal de développement 2006-2016, les plans provinciaux de développement, les études menées aux niveaux national et des districts et les résultats de l'examen à mi-parcours de 2010.

### **Composantes du programme, résultats et stratégies**

26. Le programme de pays pour la période 2013-2017 a pour but général de contribuer à la création d'un milieu protecteur favorable au respect des droits des enfants, des jeunes et des femmes et de favoriser un développement équitable ainsi que la prestation de services sociaux inclusifs et de bonne qualité. En exploitant au mieux les dividendes de la paix, le programme vise aussi à promouvoir une société soucieuse du bien-être de chacun, avec moins d'inégalités et une paix durable. Le programme se concentrera donc sur les groupes défavorisés et vulnérables vivant principalement dans les régions rurales isolées, les anciennes zones de conflit et la région des plantations, tel qu'identifié dans le Plan décennal de développement 2006-2016.

27. Les trois composantes du programme utiliseront différentes stratégies dans le cadre d'une approche axée sur les droits de l'homme :

a) **Le renforcement des capacités** se fera par la consolidation des systèmes et des autorités aux échelons national et provincial, de manière à améliorer l'efficacité et l'efficience dans la planification et l'allocation des ressources. La préparation aux catastrophes et la gestion des risques seront améliorées dans tous les éléments du programme;

b) **La prestation de services** sera renforcée pour combler les lacunes et améliorer l'accès aux services et leur qualité à travers tous les programmes. L'accent sera mis sur la réduction de la malnutrition, l'amélioration de la qualité de l'éducation et la promotion de la protection des enfants au sein de la communauté;

c) **Des partenariats stratégiques** seront établis avec les représentants du gouvernement, le secteur privé, la société civile, les partenaires au développement et le système des Nations Unies, et utiliseront une approche axée sur les droits fondamentaux pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques. Des approches complémentaires seront recherchées pour favoriser une plus grande efficacité dans l'exécution;

d) **Des actions de sensibilisation** permettront de promouvoir les changements indispensables dans les interventions du programme. Ces actions ainsi que les partenariats seront renforcés pour mobiliser les ressources nécessaires pour favoriser le respect des droits des enfants et des femmes dans le contexte d'un pays à revenu intermédiaire;

e) **La communication pour le développement** servira à promouvoir les meilleures pratiques et les changements de comportement dans la communauté pour soutenir les interventions. Elle visera également à augmenter la participation des jeunes dans les processus de prise de décisions, tant à l'intérieur de leurs foyers qu'en tant que citoyens du pays. L'objectif est de leur permettre d'exprimer



largement leurs opinions dans le but d'améliorer leur bien-être et de les rendre plus autonomes;

f) ***La gestion des connaissances*** servira à identifier les difficultés actuelles et nouvelles, à prendre des décisions en connaissance de cause et à élaborer des politiques reposant sur des données probantes. Cela comprendra notamment le renforcement d'interventions éprouvées pour réduire les inégalités.

28. Bien que la parité entre les sexes ait été atteinte dans tous les indicateurs sociaux, les trois composantes du programme contribueront à la maintenir. Des initiatives dans les domaines de l'eau et de l'assainissement visent à préserver l'environnement, tout comme les actions de sensibilisation aux catastrophes et à la réduction des risques des catastrophes, menées dans les écoles. La préservation de l'environnement fera partie intégrante des stratégies de renforcement des capacités et de sensibilisation pour encourager les générations futures à se préoccuper de l'environnement.

### **Éléments du programme**

29. **Réduction des disparités et prestations de services sociaux équitables et de bonne qualité.** Cette composante du programme contribuera à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et à l'obtention des résultats esquissés dans le plan stratégique à moyen terme, mais aussi au respect des obligations découlant de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle sera principalement mise en œuvre dans le secteur public et visera à renforcer les capacités et les prestations de services en faveur de la survie et du développement des enfants, d'un enseignement de qualité, d'un environnement protecteur et d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement appropriées. L'accès équitable aux services par les personnes défavorisées sera au centre de cette composante. On veillera particulièrement à encourager une évolution des comportements dans les communautés, en utilisant les meilleures pratiques existantes dans le domaine. La composante regroupe quatre volets destinés à être mis en œuvre de manière ciblée et de manière à se renforcer mutuellement pour obtenir un effet maximal :

a) Le volet concernant la **nutrition et la santé** vise à améliorer le statut nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes, des enfants et des adolescents, grâce à de meilleures politiques et pratiques alimentaires et nutritionnelles. L'apport de micronutriments complémentaires sera renforcé grâce à l'amélioration des services dans les régions les moins performantes. Grâce à un ensemble précis d'interventions intersectorielles très efficaces et rentables fournies aux groupes dénutris, on s'efforcera surtout d'atteindre les groupes les plus à risques sur le plan nutritionnel, tels que les pauvres et les habitants du secteur des plantations. La qualité des services de santé sera renforcée afin de réduire la mortalité néonatale et d'améliorer les soins aux jeunes enfants et leur développement. Une attention continuera d'être accordée à la préparation aux situations d'urgence et à l'accès aux services de santé et de nutrition en cas d'urgence. On veillera également à améliorer la communication des risques, en faisant en sorte que les messages diffusés auprès des parents ou clients dans les régions peu couvertes par la vaccination expliquent que les avantages de cette dernière sont plus importants que les rares risques qui y sont liés. On veillera aussi à éliminer les nouvelles infections au VIH parmi les enfants et les mères;

b) Le volet de l'**éducation** a pour objectifs d'améliorer les taux de scolarisation à l'école maternelle, de rétention scolaire et d'achèvement de la neuvième année au moins dans les districts les moins performants dans ce domaine ainsi que les résultats de l'apprentissage. L'UNICEF participera activement aux travaux de réforme des programmes scolaires menés actuellement. L'apprentissage au niveau préscolaire sera amélioré au moyen d'un enseignement de qualité et favorisera la cohésion sociale, l'éducation à la paix et des taux plus élevés de scolarisation. Les plans de gestion et de développement s'appuyant sur les structures scolaires et visant la réduction des risques de catastrophes seront également encouragés;

c) Le volet concernant la **protection de l'enfant** s'emploiera à augmenter la qualité des services d'aide sociale en favorisant un ciblage plus efficace des enfants vulnérables et de leurs familles. Il renforcera également la prévention de la violence et des abus et la réponse à apporter le cas échéant, et encouragera la préservation de la famille, conformément aux observations finales du Comité des droits de l'enfant après la présentation du rapport national de Sri Lanka en 2010. Les actions viseront surtout la réforme des possibilités de prise en charge extra-parentale, notamment la prévention de la séparation des familles, la prise en charge en structure familiale et la désinstitutionalisation; le bien-être psychologique des enfants et des familles les plus vulnérables; l'accès à des services efficaces et coordonnés pour les groupes les plus vulnérables comme les enfants handicapés; les enfants touchés par les déplacements, la toxicomanie ou le VIH/sida; les enfants menacés par la violence, les abus ou l'exploitation, ou victimes de ces fléaux; et les enfants qui ont besoin de protection en situation d'urgence. Grâce aux interventions proposées, les systèmes seront mieux à même d'offrir ces services efficacement;

d) Le volet relatif à l'**approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène** vise à assurer l'utilisation durable d'une eau de bonne qualité et de services d'assainissement appropriés. Il contribuera au renforcement du département gouvernemental responsable de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les collectivités et du groupe d'étude des nappes phréatiques aux niveaux national et régional. Le soutien ainsi apporté contribuera également à freiner la détérioration de la qualité de l'eau, et à remédier à la baisse des niveaux d'eau et au caractère saisonnier de l'approvisionnement en eau. L'éducation à l'hygiène par les services de santé et d'éducation sera également encouragée, tout comme le développement d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement convenables. Ce volet ainsi que les trois autres relatifs à la nutrition et la santé, à l'éducation, et à la protection de l'enfant coordonneront la mise en œuvre d'interventions peu onéreuses visant les groupes défavorisés. Ce volet traitera également des questions d'équité ainsi que d'une meilleure coordination en situation d'urgence.

30. La **protection, responsabilisation et participation des jeunes**. Cette composante du programme a pour but d'améliorer les capacités des prestataires de services et de combler les lacunes en matière d'offre de services, contribuant ainsi à la création d'un environnement protecteur pour les enfants et les adolescents. Les possibilités de formation professionnelle et les liens avec le secteur privé seront encouragés, afin de renforcer chez les jeunes des compétences utiles sur le marché du travail et de développer leur participation et appuyer leur autonomisation économique et sociale.

31. L'objectif est de protéger, respecter et réaliser les droits de tous les jeunes, garçons et filles, compte tenu de leurs capacités. Les jeunes seront aidés dans l'acquisition de compétences monnayables et utiles, de valeurs et expériences nécessaires pour faire face à de multiples situations dans la vie. Ils recevront une aide pour devenir économiquement indépendants, être à l'abri de l'exploitation et des abus et éviter les comportements à risques. On les encouragera à participer de manière positive à la vie de leurs familles et communautés. L'apprentissage de compétences pratiques leur sera facilité, tout comme l'accès à un enseignement, des services de santé et des informations particulièrement pertinentes pour les jeunes. Ceci leur permettra de faire des choix en connaissance de cause et d'éviter les risques comme le VIH et les blessures causées par les mines antipersonnel ou les débris de guerre explosifs.

32. Le partage des connaissances et les activités participatives offrent également d'importantes possibilités de réconciliation entre les communautés. Les efforts de sensibilisation en faveur d'une réforme de la législation mettront l'accent sur la prise en charge et la protection des enfants auteurs d'infractions et/ou victimes de violences, d'abus et d'exploitation. Pour renforcer davantage le système de justice pour les mineurs, on aidera le gouvernement à réorienter les enfants en conflit avec la loi pour des infractions mineures de vol par exemple, vers la commission de médiation et à élaborer des modèles supplémentaires permettant d'éviter les tribunaux pour d'autres délits mineurs. Le traitement rapide et efficace des cas de violence contre les enfants et d'exploitation ou d'abus des enfants doit aussi être renforcé.

33. **Des politiques et un plaidoyer pour une société soucieuse du bien-être de chacun et un développement équitable.** Cette composante du programme contribuera à une plus grande efficacité et utilité des allocations de ressources et des interventions, en mettant l'accent sur l'amélioration du bien-être des groupes vulnérables et défavorisés. Elle vise à favoriser le renforcement du système par le biais d'une politique sociale et d'un développement régional équilibré. Les capacités des organes locaux seront renforcées dans le domaine de la planification et de l'allocation des ressources fondées sur des données probantes, pour améliorer l'efficacité de la prestation de services aux groupes défavorisés. À cette fin, la qualité et la disponibilité en temps utile des données de routine ventilées seront également renforcées à l'aide de systèmes permettant de suivre les budgets et les résultats liés aux enfants. Ces données orienteront les activités de sensibilisation et la mise sur pied de partenariats public-privé.

34. Le travail de sensibilisation et l'établissement ou le renforcement des partenariats permettront d'assurer une plus grande prise de conscience et une meilleure protection des droits des enfants. Le travail de sensibilisation et la création de partenariats seront également essentiels dans la mobilisation des ressources, ce qui est crucial pour atteindre les résultats prévus. De plus, un soutien sera apporté à la gestion des risques de catastrophes et des risques liés au changement climatique. L'objectif est de renforcer les moyens d'action du gouvernement et de ses partenaires pour réduire au minimum les effets du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et des catastrophes.

35. **Éléments intersectoriels.** La composante intersectorielle du programme couvrira la coordination et la gestion du programme de pays dans les bureaux nationaux et de zone, et comprendra la logistique, les communications, la planification et le suivi et l'évaluation.

**Liens avec les priorités nationales et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement**

36. Selon les objectifs du Plan décennal de développement 2006-2016, chaque famille sri-lankaise jouira de conditions de vie décentes et saines dans un pays multilingue, dynamique sur le plan culturel, productif sur le plan économique et durable sur le plan environnemental. Le Plan énonce trois axes prioritaires : parvenir à un développement plus équitable, accélérer la croissance et renforcer les services publics. Un plan national pour un Sri Lanka trilingue est actuellement mis en œuvre pour favoriser la réconciliation.

37. Le Plan-cadre pour 2013-2017 facilitera l'exécution du Plan décennal de développement 2006-2016 du pays, en mettant l'accent sur un développement économique et social équitable pour une société respectueuse du bien-être de chacun. Le plan de développement vise autant les régions touchées par le conflit que les régions socialement et économiquement défavorisées.

38. Les quatre piliers principaux du Plan-cadre pour 2013-2017 sont a) une croissance économique équitable et des modes de subsistance durables; b) une réduction des disparités et la prestation de services sociaux équitables et de qualité; c) la gouvernance, les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes, l'inclusion et la protection sociales; et d) la viabilité environnementale, et la réduction des risques liés au changement climatique et aux catastrophes. Les résultats du descriptif de programme de pays 2013-2017 de l'UNICEF contribueront à la réalisation de ces quatre thèmes.

**Liens avec les priorités internationales**

39. Ce programme de pays cadrera avec les priorités nationales et celles du Plan-cadre, qui toutes sont destinées à aider Sri Lanka à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement de manière équitable, tout en travaillant à une paix durable. Le programme de pays contribuera à atteindre des résultats dans tous les domaines d'action prioritaires du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF. Il soutient l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et leurs protocoles facultatifs, et en particulier les Observations finales et les recommandations des comités respectifs des conventions faisant suite aux rapports des États.

**Principaux partenariats**

40. L'UNICEF continuera de promouvoir les partenariats solides forgés dans le cadre des programmes de pays précédents avec les ministères clés, les autorités provinciales, les partenaires au développement et les organisations de la société civile aux niveaux infranationaux. L'Organisation mettra également sur pied de nouvelles alliances avec le secteur privé. Les mécanismes de coordination du

secteur seront maintenus pour aider en situation d'urgence et en cas de survenue de catastrophes naturelles.

41. La fin du conflit et l'acquisition en 2009 du statut de pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) ont amené les donateurs traditionnels à réduire considérablement leur soutien. Les efforts de collecte de fonds seront davantage intensifiés et se concentreront plus sur la mobilisation de ressources provenant de partenariats public-privé. En outre, les ressources disponibles devraient augmenter, grâce à une planification et une mise en œuvre plus optimales et à une utilisation plus ciblée des ressources existantes.

42. La sensibilisation, la communication et les nouveaux partenariats permettront de promouvoir et de protéger les droits des enfants, des jeunes et des femmes et de leur accorder un rang de priorité plus élevé dans les politiques et les plans nationaux. Les membres du parlement, la société civile, les organisations non gouvernementales et les groupes de réflexion seront impliqués, de même que les organes d'information nationaux et internationaux. Des partenariats existants et potentiels avec des donateurs et bailleurs de fonds seront encouragés et renforcés. Une visibilité constante de l'UNICEF contribuera grandement à attirer de nouveaux partenaires et à mobiliser des ressources. Les partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies seront renforcés grâce au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et à l'équipe de pays des Nations Unies, ce qui favorisera une programmation commune, des campagnes communes de sensibilisation et une mobilisation conjointe de ressources. De plus, la collaboration avec des experts et des chercheurs d'universités et d'instituts de recherches, tant publics que privés, se poursuivra dans le but de produire des connaissances pour fonder les initiatives de plaidoyer sur des faits probants.

### **Suivi, évaluation et gestion du programme**

43. Les principaux indicateurs de suivi figurent dans la matrice récapitulative des résultats, qui sous-tendra la base de données portant sur cinq ans pour le Plan intégré de suivi et d'évaluation. Ce dernier sera compatible avec le plan de suivi et d'évaluation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

44. Une gestion de programme axée sur les résultats est essentielle pour améliorer l'équité et la cohésion sociale. Un travail en collaboration avec tous les partenaires sera mené dans le cadre du programme pour renforcer la collecte routinière des données ventilées par sexe et les capacités d'analyse des données et des goulets d'étranglement. La collaboration avec d'autres partenaires, notamment le Département du recensement, fera fond sur le recensement national de la population et du logement effectué en mars 2012. Les informations issues de ce recensement aideront à identifier les groupes les plus vulnérables et défavorisés et orienteront le ciblage des interventions de l'UNICEF en faveur de la justice sociale.

45. L'UNICEF appuiera la réalisation de certaines études relatives aux questions en constante évolution et aux enjeux nouveaux. Des enquêtes seront menées en collaboration avec les parties prenantes et un comité directeur rassemblant des partenaires gouvernementaux, des praticiens et des chercheurs d'universités et d'instituts de recherche.

46. Le Ministère des finances et de la planification joue un rôle pilote dans le suivi conjoint de la mise en œuvre du programme, en collaboration avec les parties prenantes concernées. Le suivi du programme de pays se fera à différents niveaux dans le pays, pendant les examens annuels du Plan-cadre et de l'UNICEF avec le gouvernement et d'autres parties prenantes, dont certaines mènent des examens deux fois par an aux niveaux central et provincial. Le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement est assuré par le gouvernement dans le cadre de sa stratégie nationale de développement. L'UNICEF traitera avec le Département du recensement et des statistiques, et l'appuiera.

---